



CENTRE COMMUNAL
D'ACTION SOCIALE

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-267600450-20251017-1710202560-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 23/10/2025
Publication : 23/10/2025

Pour l'autorité compétente par délégation



PROCÈS-VERBAL

SÉANCE DU 27 JUIN 2025

*CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CENTRE COMMUNAL
D'ACTION SOCIALE DE ROUEN*

ORDRE DU JOUR



1. Adoption du procès-verbal du Conseil d'Administration du 25 avril 2025 3
2. Compte rendu des décisions prises dans le cadre de la délégation de pouvoirs 3
consentie par le Conseil d'Administration
3. Demande d'approbation dossier d'autorisation de création du Service Autonomie à Domicile 4
4. Réponse du service des Aînés à l'appel à projet de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie dans
le cadre de son dispositif 6
5. Demande de subvention auprès du département 76 pour l'acquisition de petits équipements
dans les résidences autonomie 7
6. Contrat pluriannuel d'objectif et de moyens 2025-2029 des résidences autonomie..... 10
7. Engagement dans le cadre de l'appel à projets E.S.M.S numérique..... 13
8. Cession du véhicule pour destruction à AXA France IARD (Fiat Ducato immatriculé EL-315-CA) –
Autorisation signature..... 15
9. Compte de gestion du budget principal du C.C.A.S. 17
10. Compte administratif 2024 du budget principal du C.C.A.S. 18
11. Affectation définitive des résultats du budget principal du C.C.A.S. 21
12. Reprise en fonctionnement de l'excédent d'investissement constaté au budget des résidences
autonomie. 22
13. Plan d'actions « Cancers, maladie chroniques et travail » - Autorisation..... 24
14. Régime indemnitaire des Indemnités Horaires pour Travaux Supplémentaires (I.H.T.S.) - Annule
et remplace 26
15. Expérimentation « Territoire Zéro Chômeur de Longue Durée sur les quartiers Grammont,
Grenet-Voltaire-Lods » - Respect des obligations du R.G.P.D. - Accord de responsabilité
conjointe 27
16. Emploi en non permanent : Mise en place d'un contrat de projet - Territoire Zéro Chômeur de
Longue Durée..... 29
17. Convention de mise à disposition de locaux à l'Agence pour le Développement des Emplois de
Proximité (A.D.E.P.) - Autorisation signature..... 30
18. Demande de subvention pour l'accueil de jour la Chaloupe auprès de l'Agence Régionale de
Santé 31
19. Convention de subvention pluriannuelle 2025-2027 pour l'accueil de jour la Chaloupe auprès de
l'Agence Régionale de Santé..... 33

Le 27 juin 2025 à 14h38 les membres du Conseil d'Administration du CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE ROUEN, se sont réunis au CCAS, 2, Rue de Germont - sous la présidence de Madame Caroline DUHARTE puis de Monsieur Nicolas MAYER-ROSSIGNOL.

Étaient présents :

Madame Elisabeth ALAZARD, Madame Zohra AMIMI, Madame Marie DESBORDES, Madame Caroline DUHARTE, Madame Hortense HECTOR, Madame Annick LAMBARD, Madame Martine LELAIT, Monsieur Nicolas MAYER-ROSSIGNOL, Monsieur Jean-Pierre TRÉDET, Madame Mireille VACHE-PICAT

Étaient représentés :

Madame Béatrice BOCHET ayant donné pouvoir à Madame VACHE-PICAT,
Monsieur Jean DE BEIR ayant donné pouvoir à Madame Marie DESBORDES,
Madame Geneviève LARMARAUD ayant donné pouvoir à Madame Martine LELAIT,
Madame Amèle MANSOURI ayant donné pouvoir à Madame Zohra AMIMI,
Madame Félicie RENON ayant donné pouvoir à Madame Elisabeth ALAZARD

Étaient excusées :

Madame Katherine COEUFF, Madame Marie-Françoise MARCASSIN

Secrétaire de séance :

Madame Vanessa RAPITEAU, Directrice du C.C.A.S. de Rouen

Date de convocation : 20 juin 2025

J'ai l'honneur de vous rendre compte ci-après des sujets abordés lors de la réunion du Conseil d'Administration du 27 juin 2025. Il est demandé aux Administrateurs de bien vouloir formuler leurs observations ou de mentionner les rectifications à prendre en compte avant l'adoption du procès-verbal de cette séance.



Sous la présidence de Madame la Vice-Présidente.

1. Adoption du procès-verbal du Conseil d'Administration du 25 avril 2025

Le procès-verbal de la réunion du Conseil d'Administration du 25 avril 2025 est adopté à l'unanimité.



2. Compte rendu des décisions prises dans le cadre de la délégation de pouvoirs consentie par le Conseil d'Administration

Conformément à l'article R. 123-21 du Code de l'Action Sociale et des Familles, le Conseil d'Administration a délégué ses pouvoirs à son Président, à sa Vice-Présidente et à sa Vice-Présidente déléguée pour la séance du jeudi 25 avril 2024.

Dans le cadre de la mise en œuvre de cette délégation de pouvoirs, j'ai l'honneur de vous rendre compte en annexe des décisions prises.



LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU l'Article R. 123-21 et suivants du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen en date du 25 avril 2024 relative à la délégation de pouvoirs consentie par le Conseil d'Administration,

VU les décisions prises présentées en annexe,

CONSIDÉRANT que Monsieur le Président, Madame la Vice-Présidente ou Madame la Vice-Présidente déléguée a rendu compte au Conseil d'Administration des décisions qu'il a été ou qu'elle a été amené. e à prendre, dans le cadre de la délégation visée ci-dessus, sur la période des mois d'avril et mai 2025.

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,
À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES:

- Prend acte du compte rendu annexé



Madame la Vice-Présidente modifie l'ordre du jour afin que les sujets relatifs aux actions en faveurs de Aînés puissent être examinés en début de séance et ainsi permettre de statuer sur le dossier d'autorisation du Service d'Aide à Domicile qui doit être déposé avant le 30 juin 2025.

3. Demande d'approbation dossier d'autorisation de création du Service Autonomie à Domicile

MESDAMES, MESSIEURS,

Le décret n°2023-608 du 13 juillet 2023, relatif à la réforme des services autonomie à domicile, précise les modalités d'application et décrit les principes d'organisation et de fonctionnement de ceux-ci. Cela se traduit par une volonté nationale de renforcer le pilotage, d'améliorer la coordination, de développer la prévention et de soutenir le secteur du domicile.

Cette réforme concerne le Service de Soins Infirmiers A Domicile (S.S.I.A.D.) et le Service prestataire d'Aide et d'Accompagnement à Domicile (S.A.A.D.) gérés par le C.C.A.S., lesquels devront, à compter du 1^{er} janvier 2026, fusionner pour constituer un Service Autonomie à Domicile (S.A.D.) « mixte », sous réserve des autorisations conjointes du Département et de l'Agence Régionale de Santé. En effet, sans s'adjoindre un service d'aide, le S.S.I.A.D. ne sera pas autorisé à continuer de fonctionner, et, d'autre part, le S.A.A.D. est dans l'obligation d'évoluer pour se conformer au cahier des charges : activité des aides à domicile sur le territoire rouennais et plus uniquement dans les résidences autonomie, travail les dimanches et jours fériés pour assurer une continuité de l'activité.

Parmi les options proposées dans le cadre de la réforme pour constituer un S.A.D. « mixte », le Conseil d'Administration du C.C.A.S., réuni le 26 septembre 2024, a fait le choix de regrouper le S.S.I.A.D. et le S.A.A.D.



pour créer un nouveau service répondant au cahier des charges à compter du 1^{er} janvier 2026. La préservation des deux services a été un élément prépondérant dans la décision du Conseil d'Administration.

La création du S.A.D. « mixte » doit faire l'objet d'une demande d'autorisation conjointe auprès du Département et de l'Agence Régionale de Santé 6 mois avant la date prévue de démarrage d'activité. Aussi, pour un début de fonctionnement au 1^{er} janvier 2026, le dossier de demande d'autorisation doit être adressé avant le 30 juin 2025.

Ce dossier à transmettre doit comprendre les éléments suivants :

- Une présentation des services concernés par le projet,
- Le calendrier de mise en œuvre,
- La « check-list » de mise en conformité aux exigences du cahier des charges S.A.D. (disponible sur le site de l'Agence Nationale de la Performance Sanitaire et médico-sociale),
- Une description des éléments répondant aux items suivants : critères de recevabilité, cadre d'intervention, accueil et accompagnement, descriptif des modalités de coordination, développement des compétences et qualité de vie au travail, politique de promotion de la bientraitance,
- Un tableau des effectifs du futur service,
- Un budget prévisionnel pour la 1^{ère} année de fonctionnement sous forme E.P.R.D. (Etat Prévisionnel des Recettes et des Dépenses).

Les documents constitutifs de la future organisation sont en cours d'élaboration : le projet de service du futur S.A.D., les outils de la Loi 2002-2, le vote formel de l'E.P.R.D., feront l'objet de prochaines délibérations lors des Conseils d'Administration de fin d'année 2025.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles, notamment les articles L. 312-1 et L. 313-1-3,

VU la Loi n°2002-2 du 02 janvier 2002, rénovant l'action sociale et médico-sociale,

VU la Loi n°2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement,

VU l'article 44 de la Loi n° 2021-1754 du 23 décembre 2021 de financement de la Sécurité Sociale pour 2022,

VU le Décret n° 2023-608 du 13 juillet 2023 relatif aux services autonomie à domicile,

VU la Loi n° 2024-317 du 8 avril 2024 portant mesures pour bâtir la société du bien vieillir et de l'autonomie,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du C.C.A.S. du 26 septembre 2024 approuvant la constitution d'un Service Autonomie à Domicile à compter du 1er janvier 2026, par fusion des autorisations du S.S.I.A.D. et du Service Prestataire d'Aide et d'Accompagnement à Domicile,

VU les éléments du dossier de demande d'autorisation de création d'un Service Autonomie à Domicile,

VU l'avis favorable du Comité Social Territorial approuvant le principe de la création d'un Service Autonomie à Domicile, sous réserve des autorisations conjointes du Département et de l'Agence Régionale de Santé.

CONSIDÉRANT que le C.C.A.S. de Rouen gère le Service de Soins Infirmiers à Domicile et le Service prestataire d'aide et d'Accompagnement à Domicile,

CONSIDÉRANT la nécessité de répondre aux obligations réglementaires de constituer un Service Autonomie à Domicile, selon les modalités du cahier des charges annexé au Décret du 13 juillet 2023,

CONSIDÉRANT l'approbation du Conseil d'Administration du C.C.A.S. du 26 septembre 2024, de constituer un

Service Autonomie à Domicile par regroupement du S.S.I.A.D. et du d'Accompagnement à Domicile à compter du 1^{er} janvier 2026,

Accusé certifié exécutoire
Service Prestataire d'Aide et
Réception par le préfet : 23/10/2025
Publication : 23/10/2025

CONSIDÉRANT l'obligation de déposer le dossier de demande d'autorisation et de l'Agence Régionale de Santé, pour le futur Service Autonomie à Domicile, du service.

Pour l'autorité compétente par délégation
copie transmise auprès du Département
avant la date de création



APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,
À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES :

- Approuve le dossier de demande d'autorisation de création d'un Service Autonomie à Domicile.

Madame la Vice Présidente indique que la création du Service d'Aide à Domicile aura des conséquences organisationnelles sur les résidences autonomie auxquelles sont rattachés actuellement les agents d'aide à domicile. Ces modifications d'organisation feront l'objet d'une présentation à un prochain Conseil d'Administration.

Monsieur TREDET souhaite savoir si cela aura un impact sur les tarifs des résidents. Madame la cheffe du service des Aînés répond par la négative en précisant que les résidences resteront habilitées à l'Aide Sociale.



4. Réponse du service des Aînés à l'appel à projets de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie dans le cadre de son dispositif mobilité

MESDAMES, MESSIEURS,

L'Assurance Maladie protège durablement la santé de chacun en agissant auprès de tous. Pour assurer cette mission, elle exerce des activités permettant de garantir l'accès universel au droit et de permettre l'accès aux soins.

A ce titre, la Caisse Primaire d'Assurance Maladie (C.P.A.M.) de Rouen Elbeuf Dieppe lance un appel à projets en faveur des associations et des collectivités territoriales intervenant dans le cadre de l'accès aux soins, du maintien de l'autonomie et de la préservation du capital santé.

Dans le cadre de cet appel à projets, le transport dans l'accès aux soins et à la prévention au bénéfice des publics prioritaires dont les personnes âgées fait partie des thématiques ciblées.

La mobilité représente un enjeu majeur du bien vieillir. Se déplacer permet de préserver son autonomie tout en restant acteur au sein de son environnement. Malgré l'existence de nombreux services de transport sur l'agglomération rouennaise, de nombreux seniors restent confrontés à des difficultés de déplacement. Ces difficultés engendrent des ruptures dans les parcours de vie et de soins des personnes âgées.

Depuis le 1er juillet 2022, le Service des Aînés de la Ville de Rouen, représenté dans ce cadre par le Pôle veille sociale et lutte contre l'isolement, le CLIC des Aînés et le service des Résidences Autonomie a développé un partenariat avec le Service d'Aide à Domicile APEF afin de proposer aux rouennais âgés de 60 ans et plus se trouvant en situation de fragilité un service de transport personnalisé.

Ce dispositif permet aux personnes n'ayant aucune autre solution physique, financière ou environnementale pour se déplacer, d'être accompagnées de leur domicile au lieu-dit pour leurs rendez-vous médicaux, leurs activités de loisirs et de bien-être. Le dispositif prévoit également l'organisation de transports collectifs réalisés par un accompagnateur de l'APEF par le biais d'un véhicule de la Ville pouvant transporter jusqu'à 8 personnes simultanément pour se rendre à des manifestations organisées sur le territoire. Ce service est gratuit et non limité dans le temps. Depuis sa mise en place il a permis la réalisation de 430 accompagnements avec un accroissement progressif des demandes (48 en 2022, 135 en 2023 et 247 en 2024).

Afin de financer ce projet, le Service des Aînés a bénéficié d'une subvention dans le cadre de l'appel à projets de la Commission des Financeurs de la Prévention de la Perte d'Autonomie (C.F.P.P.A.) pour le montant de 14 018 € pour les années 2022 et 2023 et 14 018 € pour les années 2023 et 2024.

Afin de poursuivre et de développer ce dispositif, indispensable dans le cadre de la lutte contre l'isolement et la prévention de la perte d'autonomie, une nouvelle demande de subvention a été déposée en janvier 2025 dans le cadre de l'appel à projets de la C.F.P.P.A. pour un montant de 12 207 € permettant le financement de 250 accompagnements.

Au vu de la demande exponentielle d'accompagnements depuis le dernier trimestre 2024, la publication de ce nouvel appel à projets par la C.F.P.P.A. semble être une opportunité afin de permettre au Service des Aînés de doubler son offre en matière d'accompagnement auprès des publics fragiles.

De ce fait, le Service des Aînés souhaite solliciter une nouvelle demande de financement dans le cadre de l'appel à projets de la C.F.P.P.A. d'un montant de 12 207 € pour l'année 2025. La réponse à ces deux appels à projets permettrait le financement de 500 accompagnements pour l'ensemble de l'année 2025 par le biais d'un co-financement Département et C.F.P.P.A.

Ladite demande de subvention est annexée à la présente délibération.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU la Loi n°2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement,

VU la Loi n°2024-217 du 08 avril 2024 portant mesures pour bâtir la société du bien-vieillir et de l'autonomie,

VU l'article R.123-20 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

CONSIDÉRANT que le C.C.A.S. représenté par le Service des Aînés met en place des actions dans le cadre de la prévention à la perte d'autonomie et de la lutte contre l'isolement soutenues par la C.F.P.P.A.,

CONSIDÉRANT la nécessité de ce dispositif dans le cadre de la prévention de la perte d'autonomie et de la lutte contre l'isolement.

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,
À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES :

- Autorise Monsieur le Président du C.C.A.S. ou son représentant à déposer un dossier pour l'appel à projets de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie en vue de solliciter des financements à hauteur de 12 207 € pour l'année 2025.



5. Demande de subvention auprès du Département 76 pour l'acquisition de petits équipements dans les résidences autonomie

MESDAMES, MESSIEURS,

Dans le schéma départemental de l'autonomie 2018-2022, le Département de la Seine Maritime s'est engagé à renforcer la qualité des accompagnements sociaux et médico-sociaux. A cet effet, il entend concourir au quotidien à améliorer le cadre et le confort de vie en établissement.

Le Conseil Départemental réuni le 10 mars 2022 a décidé de pérenniser le dispositif d'aide à l'investissement

mobilier (travaux d'aménagement et petits équipements) destiné aux E.H.P.A.D., résidences autonomie et établissements et services accueillant des personnes en situation de handicap.

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 23/10/2025
Publication : 23/10/2025

Pour l'autorité compétente par délégation

Nature et objectif de l'aide :

Le dispositif d'aide a pour objectif de financer des aménagements et équipements courant à :

- Prévenir la perte d'autonomie,
- Améliorer le confort de vie,
- Améliorer les conditions de travail.



Conditions financières et versement :

Un dossier de demande de subvention par établissement et par objectif.

La subvention exceptionnelle sera versée dans la limite de 20 000 € par établissement avec une participation minimale de 20 % du C.C.A.S.

Le délai de dépôt des demandes de subvention est fixé au 31 mars 2025.

Le bénéficiaire dispose d'un an à compter de la date d'attribution pour démarrer son projet (transmission d'un bon de commande ou ordres de service).

La dernière facture doit être datée de moins de 3 ans à compter de la date d'attribution et la demande de solde devra intervenir dans les 6 mois suivants.

La subvention est versée au prorata (80 %) des factures présentées certifiées acquittées dans la limite de l'aide attribuée.

Description des projets :

1- Prévenir la perte d'autonomie

De nombreuses actions sont de nature à prévenir la perte d'autonomie. La crise sanitaire a, par ailleurs, mis en exergue un besoin d'équipements nécessaires et l'enjeu est désormais de permettre aux résidents de préserver les liens familiaux et sociaux, de favoriser la stimulation cognitive, d'accéder à des activités physiques et de bien-être (ou détente), facteurs essentiels à la prévention de la perte d'autonomie.

Proposition pour la résidence autonomie Bonvoisin :

- Petits électroménagers : **313,25 € TTC**
- 2 micros : **99,99 € TTC**

Proposition pour la résidence Rose des Sables :

Acquisition de plusieurs jeux en bois : **477,90 € TTC**

- Matériel de jardinage : **343,44 € TTC**
- Sièges pliants : **207,92 € TTC**

Proposition pour la résidence autonomie Trianon :

- Acquisition de plusieurs jeux en bois : **610,90 € TTC**
- Sièges pliants en tissu : **256,43 € TTC**
- Enceinte Sono : **459,98 € TTC**
- Vidéoprojecteur : **938,99 € TTC**
- Acquisition d'une cuisinière : **449,99 € TTC**

2- Améliorer le confort de vie :

Améliorer le cadre de vie des résidents que ce soit pour le bien-être ou favoriser les espaces conviviaux (accueil des familles ou lien social entre résidents) et développer les activités en extérieur.

Proposition pour la résidence autonomie Bonvoisin :

- Acquisition d'un fauteuil relax : **505,20 € TTC**
- Acquisition d'un tableau blanc mobile : **469,82 € TTC**
- Présentoir : **314,67 € TTC**
- Lit pliant et housse : **465,02 € TTC**

Proposition pour la résidence autonomie Saint-Filleul :

- Parasol : **756,14 € TTC**
- Dévidoir/tuyau et kit d'arrosage : **398,10 € TTC**
- Porte manteau et porte parapluie : **388,06 € TTC**
- Présentoir pied bois : **314,67 € TTC**
- TV : **1 220,40 € TTC**

Proposition pour la résidence autonomie La Rose des Sables :

- Voiles ombrage : **249,36 € TTC**
- Parasols et housses de protection : **1 887,55 € TTC**
- Tables basses : **568,00 € TTC**
- Fauteuils confort : **3 110,40 € TTC**
- Tableau blanc rotatif : **649,00 € TTC**
- Présentoir : **312,43 € TTC**

3- Améliorer les conditions de travail du personnel :

Des investissements de nature à prévenir les troubles musculosquelettiques, à optimiser la gestion administrative, ou encore à réduire l'encombrement des locaux et prévenir les risques de chutes peuvent être financés.

Proposition pour la résidence autonomie Bonvoisin :

- Bureau : **851,57 € TTC**
- Massicot et plastifieuse : **414,90 € TTC**
- Smart TV : **504,00 € TTC**

Proposition pour la résidence autonomie Saint Filleul :

- Boîtes de rangement : **853,58€ TTC**

Proposition pour la résidence autonomie La Rose des Sables :

- Bacs de rangement : **777,00 € TTC**
- Support mural TV : **66,60 € TTC**

Montants totaux par établissement :

	Dépenses (HT)	Dépenses (TTC)	Subventions sollicitées (80% du HT, plafond 20 000€/résidence)	Autofinancem ent (20% minimum)
Résidence Rose des Sables	7 238,00 €	8 649,60 €	5 790,40 €	2 859,20 €
Résidence Saint Filleul	3 232,09 €	3 930,95 €	2 585,67 €	1 345,28 €
Résidence Bonvoisin	3 216,56 €	3 938,42 €	2 573,25 €	1 365,17 €
Résidence Trianon	2 257,78 €	2 716,29 €	1 806,22 €	910,07 €

TOTAL	15 944,43 €	19 235,26 €	12 755,54 €	Accusé certifié exécutoire Réception par le préfet : 23/10/2025 Publication : 23/10/2025
--------------	--------------------	--------------------	--------------------	--

Pour l'autorité compétente par délégation

Lesdits dossiers de demande de subvention sont annexés à la présente délibération.

Le Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen est invité à se prononcer sur l'opportunité de solliciter des subventions pour un montant total de **12.755,54 €** auprès du Département de Seine Maritime.



LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU la Loi n° 2002-2 du 02 janvier 2002, rénovant l'action sociale et médico-sociale,

VU la Loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement,

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles, notamment l'article R.123-20,

VU le Schéma Unique des Solidarités du Département de la Seine-Maritime 2023-2027,

VU la Délibération du Conseil Départemental du 10 mars 2022 pérennisant le dispositif d'aide à l'investissement mobilier destiné aux E.H.P.A.D., résidences autonomie et établissements et services accueillant des personnes en situation de handicap.

CONSIDÉRANT le dispositif d'aide à l'investissement du Département de la Seine Maritime visant à améliorer le cadre de vie des résidents des résidences autonomie,

CONSIDÉRANT les besoins d'équipements identifiés pour les résidences autonomie en matière de prévention de la perte d'autonomie, d'amélioration du confort de vie des résidents, et des conditions de travail des personnels.

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES, autorise Monsieur le Président du C.C.A.S. ou son représentant à :

1. Solliciter une subvention de **12 755,54 €** auprès du Département de Seine Maritime dans le cadre du dispositif d'aide à l'investissement,
2. Signer tous les documents s'y rattachant,
3. Inscrire les dépenses aux comptes 2181 « Installations générales, agencements, aménagements divers » et 2188 « Autres immobilisations » et les recettes provenant de la subvention au compte 1392 « Subventions d'investissement - Collectivités » des budgets concernés.



6. Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens 2025-2029 des Résidences autonomie

MESDAMES, MESSIEURS,

Le Centre Communal d'Action Sociale de Rouen gère quatre résidences autonomie (Bonvoisin, La Rose des Sables, Trianon et Saint Filleul).

La loi du 25 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement a créé de nouvelles dispositions pour les établissements et services médico-sociaux, et notamment la possibilité de soutenir le

développement d'actions de prévention. Ainsi, les résidences autonomie peuvent verser un forfait « forfait autonomie », qui est versée par le Département, dont les financements proviennent du C.C.A.S. de Rouen et du C.N.S.A. (Solidarité pour l'Autonomie (C.N.S.A.)). Cette aide est soumise à la réalisation de prestations minimales réglementaires, mais aussi d'actions spécifiques visant à la prévention de la perte d'autonomie. Elle est versée sous réserve de la conclusion d'un Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens (C.P.O.M.).



Le C.P.O.M. définit les engagements de l'établissement à assurer les actions individuelles ou collectives de prévention de la perte d'autonomie, sur une durée maximale de cinq ans, et permet d'obtenir annuellement, en contrepartie, un forfait autonomie.

Ce forfait autonomie permet de financer une partie des quatre postes d'assistantes de convivialité des résidences.

Le C.P.O.M. vise à mettre en œuvre les politiques publiques nationales, régionales et départementales et s'attache à organiser des réponses qui tiennent compte des enjeux identifiés par le gestionnaire sur son territoire d'intervention dans le cadre du diagnostic partagé.

Un premier Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens (C.P.O.M.) relatif aux quatre résidences autonomie a été établi entre le Département de Seine-Maritime et le C.C.A.S. de Rouen pour la période initiale 2016-2020, puis prorogé par 2 avenants successifs, jusqu'à 2024, compte-tenu de la programmation des évaluations de la qualité des résidences autonomie.

Les résultats de ces évaluations ayant été transmis au Département au 31/12/2024, il convient donc d'en établir un nouveau pour une durée de 5 ans. Ces résultats constituent la base du diagnostic partagé sur lequel s'appuient les objectifs pluriannuels.

Dans le cadre du Schéma Unique des Solidarités 2023-2028, le Département de la Seine-Maritime a priorisé les orientations suivantes :

- Favoriser l'inclusion sociale et la pleine participation des usagers,
- Poursuivre la mise en place d'une offre adaptée et diversifiée,
- Garantir la cohérence des politiques de l'autonomie.

La coordination des acteurs est recherchée notamment pour le partage et l'échange d'informations ainsi que le développement d'usages innovants.

Ainsi, conformément à ces éléments et au diagnostic partagé, les objectifs proposés dans le nouveau C.P.O.M. 2025-2029 sont les suivants :

- Orientation 1 : Développement et amélioration de l'accueil en résidence autonomie pour apporter une réponse adaptée en termes d'habitat et de services aux personnes âgées :
 - o Favoriser l'exercice des droits fondamentaux et des libertés individuelles de la personne accompagnée,
 - o Actualiser et déployer le plan de prévention des risques de maltraitance et de violence,
 - o Assurer le recueil et le traitement des plaintes et réclamations,
 - o Assurer le recueil et le traitement des événements indésirables,
 - o Actualiser le plan de gestion de crise et de continuité de l'activité,
 - o Diversifier le public accueilli dans une approche inclusive et intergénérationnelle,
 - o Lutter contre les ruptures de parcours et accompagner les transitions.
- Orientation 2 : Mise en œuvre d'actions individuelles ou collectives de prévention de la perte d'autonomie au profit de résidents ou le cas échéant de personnes extérieures, pour lesquelles un soutien financier est apporté.

L'orientation 1 est détaillée dans l'annexe n°1 au C.P.O.M.

De plus, le montant du forfait autonomie est établi chaque année par le Département. Au titre de l'exercice 2025, le Département attribue aux établissements une participation globale forfaitaire de 94 410,80 € (98 844,95 € en 2023). Le montant est déterminé comme suit :



- Financement de personnel disposant de compétences en matière de prévention de la perte d'autonomie pour chaque établissement de plus de 50 résidents : 17 260 € (17 260 € en 2024)
- S'y ajoute une majoration de 88,40 € par résident (103,85 € en 2024) pour développer des actions individuelles de prévention de la perte d'autonomie.

Ainsi, l'avenant N°1 au Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens (C.P.O.M.) pour la période 2025-2029 doit être signé pour permettre de percevoir le forfait au titre de l'exercice 2025.

Lesdits C.P.O.M. et avenant N°1 au C.P.O.M. sont annexés à la présente délibération.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles et notamment les articles L 313-11 relatifs aux C.P.O.M. et D 312-159-5 ; et L313-12-III relatif aux résidences autonomie et au forfait autonomie,

VU la Loi n°2002-2 du 02 janvier 2002, rénovant l'action sociale et médico-sociale,

VU le Code de la Construction et de l'Habitation,

VU la Loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement notamment les articles 10 et 89,

VU le Décret n° 2016-209 du 26 février 2016 relatif à la conférence des financeurs de la prévention de la perte d'autonomie des personnes âgées,

VU le Décret n° 2016-696 du 27 mai 2016 relatif aux résidences autonomie et portant diverses dispositions relatives aux établissements sociaux et médico-sociaux pour personnes âgées,

VU la Délibération 1.1 du Conseil Départemental du 7 décembre 2023 adoptant le Schéma Unique des Solidarités,

VU la Délibération 1.6 du Conseil Départemental en date du 7 décembre 2023 approuvant le diagnostic et les orientations du programme coordonné de la conférence des financeurs de la prévention de la perte d'autonomie et celle de sa Commission Permanente en date du 21 mai 2024, fixant les modalités d'attribution du forfait-autonomie, de répartition entre les structures et validant le modèle de C.P.O.M.,

CONSIDÉRANT que le C.C.A.S. de Rouen gère quatre résidences autonomie (Bonvoisin, Rose des Sables, Trianon et Saint Filleul),

CONSIDÉRANT que le 1^{er} C.P.O.M. des résidences autonomie, signé pour la période initiale 2016-2020, puis prorogée par 2 avenants jusqu'à 2024, est arrivé à son terme,

CONSIDÉRANT la délibération 28 février 2025, permettant au Conseil d'Administration de prendre acte des rapports d'évaluation de la qualité des résidences autonomie et des plans d'actions transmis au Département de la Seine-Maritime,

CONSIDÉRANT la possibilité de signer un nouveau Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens (C.P.O.M.) avec le Département pour définir les engagements des établissements à assurer des actions individuelles et collectives de prévention de la perte d'autonomie et obtenir en contrepartie un forfait autonomie,

CONSIDÉRANT que le montant du forfait autonomie versé par le Département est fixé pour 2025, et par

conséquent, un avenant N°1 au Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens (C.P.O.M.) relatif aux quatre résidences autonomie doit être signé,

CONSIDÉRANT que la Commission Permanente du Département lors de sa réunion du 19 mai 2025 a validé les modalités d'attribution du forfait-autonomie 2025 ainsi que le modèle de C.P.O.M. pour les quatre résidences autonomie gérées par le C.C.A.S. de Rouen et les a finalisées dans l'avenant N°1 au C.P.O.M. 2025-2029,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES, autorise Monsieur le Président du C.C.A.S. ou son représentant à signer le Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens (C.P.O.M.) 2025-2029 et son avenant N°1.

Madame Martine LELAIT demande si le montant du financement du Département est figé. Madame la cheffe du service des Aînés indique que le forfait autonomie est calculé en fonction du nombre de résidents. Les bases de calcul évoluent annuellement selon l'enveloppe C.N.S.A. dédiée au Département. Il est en diminution cette année.



7. Engagement dans le cadre de l'appel à projets E.S.M.S. numérique

MESDAMES, MESSIEURS,

Le programme E.S.M.S. numérique, déployé à l'échelle nationale par la Caisse Nationale de la Solidarité pour l'Autonomie (C.N.S.A.), a pour objectif de généraliser l'utilisation effective du Dossier Usager Informatisé (D.U.I.) dans les Établissements et Services Sociaux et Médico-Sociaux (E.S.S.M.S.). Le D.U.I. est l'outil qui permet de recueillir toutes les données et écrits professionnels utiles pour rendre compte des besoins d'une personne afin de faciliter la conception, la mise en œuvre et l'évaluation de plans personnalisés d'accompagnement, de façon sécurisée et en respectant le règlement général sur la protection des données.

Le pilotage de ce programme est réalisé par l'Agence Régionale de Santé (A.R.S.) de Normandie. Dans ce cadre, elle permet le financement, jusqu'à 21 000 € par établissement, entre autres, pour l'utilisation d'un logiciel « référencé Ségur », soit référencé par l'Agence du Numérique en Santé qui répond aux exigences d'échanges de données, d'interopérabilité et d'intégration des services socles fixées dans le cadre des travaux du Ségur du numérique en santé. Les critères d'éligibilité du projet impliquent notamment, de formaliser une réponse groupée avec au minimum 15 E.S.S.M.S. pour former une « grappe » régionale, pour l'utilisation ou la montée en version du même logiciel.

Aujourd'hui, les 4 résidences autonomie du C.C.A.S. de Rouen sont dotées du logiciel Sonate (éditeur Arpège), non référencé Ségur, donc ne répondant pas aux caractéristiques décrites ci-dessus. Cette solution, n'étant pas spécifiquement pensée pour les structures d'hébergement médico-sociales, ne répond pas à tous les besoins des résidences autonomie, et notamment à la traçabilité sécurisée des événements, des échanges professionnels, des interventions des partenaires, au suivi de l'animation, ni à l'intégration des projets d'accompagnements personnalisés.

De plus, les évaluations de la qualité réalisées en 2024, ont mis en avant la nécessité de s'améliorer concernant le critère 2.2.7, classé comme impératif, relatif à la confidentialité et la protection des informations et données relatives à la personne accompagnée. Le plan d'actions associé prévoit ainsi de redéfinir l'organisation et les pratiques pour renforcer la confidentialité et la protection des informations et données, notamment grâce à l'utilisation d'un logiciel référencé Ségur.

Ainsi, fort de ces constats, après étude conjointe du service des Résidences Autonomie et de la Direction des Systèmes d'Information et du Numérique (D.S.I.N.), une recherche de solution a été réalisée. À la suite de la participation à plusieurs présentations de logiciels, échanges sur les spécificités techniques de ceux-ci, après consultation des différents services impliqués dans l'utilisation du logiciel métier et facturation (Résidences Autonomie, Direction des Finances, et D.S.I.N.), le logiciel retenu est « NETSoins », par l'éditeur Teranga.

C'est pourquoi, il est proposé que le C.C.A.S. de Rouen, pour ses 4 résidences de l'autonomie, signe la seule grappe régionale constituée pour l'utilisation de ce logiciel, portée par l'Etablissement Public Médico-Social (E.P.M.S.) Mer et Bocage, pour leurs 7 structures et services du champ du handicap. Ainsi, il est proposé que Monsieur le Président du C.C.A.S. ou son représentant signe la convention de partenariat avec l'organisme porteur et les autres organismes gestionnaires, regroupant des établissements et services du champ du handicap et des personnes âgées.

Cette convention permettra au porteur de répondre à l'appel à projets E.S.M.S. numérique, à paraître en juin, et en particulier :

- Organiser et coordonner la réponse à l'appel à projets,
- Assurer la représentation des membres du groupement lors de toutes les étapes du projet,
- Assurer le pilotage du projet au sein du groupement, en lien étroit avec le Comité de pilotage (COPIL),
- Procéder à la procédure d'acquisition du D.U.I. en recourant au marché national dédié et porté par la centrale d'achat mandatée par la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie (C.N.S.A.),
- Recevoir, pour le compte des adhérents et organismes gestionnaires associés, les subventions qui seraient versées par l'A.R.S. Normandie et la C.N.S.A. dans le cadre de l'appel à projets,
- Reverser ces subventions aux adhérents et organismes gestionnaires associés, selon la part qui leur revient, conformément au séquençage du projet défini comme suit :
 - 50 % au démarrage du projet, à la signature de la convention entre l'A.R.S. et le porteur du projet,
 - 50 % à la fin du déploiement (fin de la généralisation du déploiement) dès la vérification des critères d'utilisation et réception de la facture de la fin du déploiement de la solution.

La convention engage notamment le C.C.A.S. de Rouen à :

- Participer à la réponse concertée de l'appel à projets et transmettre l'ensemble des informations nécessaires à son élaboration, dans les délais prescrits,
- Respecter le choix du logiciel qui sera retenu,
- Emettre, dans le cadre de l'exécution du marché, les bons de commande correspondant à ses besoins,
- Transmettre à l'organisme porteur les différents éléments de preuve dans le cadre de l'appel à projets.

La subvention de fonctionnement perçue pour l'ensemble de la grappe sera répartie par le porteur en fonction de la nature des établissements, de leurs besoins, et du nombre de place. Un chiffrage du projet et des subventions demandées a été établi dans le cadre du dépôt du dossier. La subvention sollicitée pour les 4 résidences représente 75 418,80 €. Ce chiffrage pourra être amené à évoluer en fonction des négociations entre le porteur et l'éditeur, en fonction de la subvention accordée, et de la répartition entre les établissements.

Le chiffrage prévisionnel du projet est annexé à la présente délibération.

Ladite convention est annexée à la présente délibération.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU la Loi n° 2019-774 du 24 juillet 2019 relative à l'organisation et à la transformation du système de santé,

VU le titre III (volet numérique) de la loi « Ma santé 2022 » - Développer l'ambition numérique en santé,

VU l'instruction N° DNS/DGCS/CNSA/2024/15 du 1er février 2024 relative à la mise en œuvre de la phase de

généralisation du programme « ESMS numérique »,

VU l'Appel à projets E.S.M.S. numérique - phase de généralisation - ARS Normandie,

VU les résultats des évaluations de la qualité des résidences autonomie du C.C.A.S. de Caen,

CONSIDÉRANT la nécessité pour les résidences autonomie, de se doter d'un nouveau logiciel référencé Ségur,

CONSIDÉRANT l'étude conjointe du service des Résidences Autonomie, et de la D.S.I.N.,

CONSIDÉRANT que le logiciel NETSoins représente la solution la plus adaptée techniquement et en termes d'usages aux besoins des différents services concernés,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES, autorise Monsieur le Président du C.C.A.S. ou son représentant à :

- Signer la lettre d'engagement dans le cadre de l'appel à projets E.S.M.S. numérique,
- Signer la convention de partenariat annexée au présent projet de délibération.
- Signer tous les documents s'y rattachant,
- Solliciter une subvention de 75 418,80 € pour les 4 résidences autonomie pour l'utilisation du logiciel NETSoins, dans le respect des termes de la convention,
- Acquérir les droits d'utilisation du logiciel NETSoins pour les 4 résidences autonomie, en cas de réponse positive à l'appel à projets E.S.M.S. numérique,
- Inscrire les crédits correspondants :
 - o En dépenses de fonctionnement au groupe III (chapitre 16) « dépenses afférentes à la structure » pour la partie droits d'utilisation de NETSoins,
 - o En recettes de fonctionnement au groupe II (chapitre 18) « autres produits relatifs à l'exploitation » pour subvention de fonctionnement à percevoir par le C.C.A.S.

Madame la cheffe du Service des Aînés répond, à la demande de Martine LELAIT quant au périmètre de la « grappe » : le porteur du projet est situé dans le Calvados ; la grappe regroupe l'ensemble des établissements qui souhaitent acquérir le même logiciel. La subvention sera versée au gestionnaire. Le coût serait de 74 000 € pour les 4 résidences. Des négociations sont encore en cours.

15h03 Arrivée de Monsieur MAYER-ROSSIGNOL qui assure désormais la présidence de la séance.



8.Cession de véhicule pour destruction à AXA France IARD (Fiat Ducato immatriculé EL-315-CA) - Autorisation signature

MESDAMES, MESSIEURS,

Dans la nuit du samedi 8 février 2025 au dimanche 9 février 2025, le véhicule immatriculé EL-315-CA a été incendié sur sa place de stationnement située au 18 avenue des quatre Cantons. L'examen, réalisé le 14 février par l'expert mandaté par l'assurance du C.C.A.S., indique que le véhicule est techniquement non réparable.

Par ailleurs, il appartient à tout détenteur d'un véhicule hors d'usage de le remettre exclusivement à des démolisseurs ou des broyeurs titulaires de l'agrément Véhicules Hors d'Usage (V.H.U.).

La valeur du bien est déterminée à partir des informations transmises à l'assurance des caractéristiques propres du véhicule (entretien, usure, réparations, équipement, kilométrage) et en prenant en compte le montant effectif des transactions sur le marché de l'occasion de véhicules comparables.



Conformément aux articles L.327-1 à L.327-3 du Code de la route, le groupe CREATIV' qui est en charge de l'expertise, et au vu des éléments transmis et de la valeur du véhicule avant sinistre, propose un rachat du véhicule pour un montant de 9 500 €.

Il est proposé au Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen de céder le véhicule immatriculé EL-315-CA à AXA FRANCE IARD pour une valeur de 9 500 €.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU l'Article R.123-20 du Code de l'Action Sociale et des Familles et suivants,

VU les Articles L.327-1 à L.327-3 du Code de la route,

CONSIDÉRANT le retour d'expertise du groupe CREATIV',

CONSIDÉRANT la proposition financière de rachat pour un montant de 9 500 €,

CONSIDÉRANT que la valeur nette comptable de ce véhicule est de 7 396.61 €,

CONSIDÉRANT le tableau ci-dessous :

Nature	Date d'acquisition	Valeur d'acquisition TTC	Valeur nette comptable TTC
FIAT DUCATO	2017	24 655.39 €	7 396.61€

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,
À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES :

- Autorise l'aliénation pour destruction à titre onéreux du FIAT DUCATO immatriculé EL-315-CA à AXA FRANCE IARD pour un montant de 9 500 €,
- Autorise Monsieur le Président du C.C.A.S. de Rouen ou son représentant à signer tous documents découlant de cette cession,
- Dit que le véhicule sort de l'inventaire comptable,
- Dit que la recette correspondante sera imputée au budget principal du C.C.A.S.

Monsieur le Président sort de la salle

Présentation des délibérations numéros 9 à 12 par le chargé de mission budgétaire du C.C.A.S. de Rouen.



9. Compte de gestion du budget principal du C.C.A.S.

MESDAMES, MESSIEURS,

Avant l'adoption du compte administratif 2024, le Conseil d'Administration est intervenu pour donner son avis sur le compte de gestion du responsable du service de la gestion comptable.



Les résultats portés dans les deux documents étant identiques, il est proposé d'adopter le compte de gestion du budget principal du C.C.A.S. présenté par le responsable du service de la gestion comptable pour cet exercice.

Il est rappelé :

- Que le Conseil d'Administration s'est fait présenter les budgets primitifs et supplémentaires de l'exercice 2024 et les décisions modificatives qui s'y rattachent, le détail des dépenses effectuées, les bordereaux des mandats, les bordereaux des titres de recettes, le compte de gestion dressé par le responsable du service de la gestion comptable,
- Qu'il s'est assuré que le responsable du service de la gestion comptable a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2023 et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures.

Ledit compte de gestion est annexé à la présente délibération.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU l'Instruction budgétaire et comptable M57,

Après avoir pris connaissance du rapport,

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de se prononcer sur le compte de gestion 2024 tenu par le responsable du service de la gestion comptable,

CONSIDÉRANT que le Conseil d'Administration s'est fait présenter le budget primitif de l'exercice 2024 et les décisions modificatives qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux des mandats, le compte de gestion dressé par le responsable du service de la gestion comptable accompagné des états de développement des comptes de tiers ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à recouvrer et l'état des restes à payer,

CONSIDÉRANT qu'il s'est assuré que le responsable du service de la gestion comptable a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2023 et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures,

CONSIDÉRANT que les résultats portés sur le compte administratif et le compte de gestion 2024 sont identiques.

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,
À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES :

1.- Approuve l'ensemble des opérations effectuées du 1er janvier 2024 au 31 décembre 2024,



2.- Approuve l'exécution du budget de l'exercice 2024 en ce qui concerne les dépenses des différentes sections budgétaires,

3.- Approuve la comptabilité des valeurs inactives,

4.- Déclare que le compte de gestion 2024 dressé par le responsable du service de la gestion comptable, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelle ni observation, ni réserve de sa part,

5.- Autorise Monsieur le Président du C.C.A.S. ou son représentant à signer tous les actes et documents en vue d'accomplir toutes les formalités qui s'avèrent nécessaires.

10. Compte administratif 2024 du budget principal du C.C.A.S.

MESDAMES, MESSIEURS,

Conformément à l'article L. 1612-12 du CGCT, le vote du Conseil d'Administration arrêtant les comptes de la collectivité doit intervenir avant le 30 juin de l'année suivante et la transmission au Préfet intervient au plus tard quinze jours après cette date limite d'adoption.

Le compte administratif 2024 du budget principal du C.C.A.S., dont vous trouverez une présentation détaillée en annexe à la présente délibération, est clôturé avec les résultats suivants :

SECTION DE FONCTIONNEMENT (en €)	
<u>MOUVEMENTS REELS</u>	
Dépenses réelles de fonctionnement	6 829 747,43
Recettes réelles de fonctionnement	8 460 952,36
SOUS TOTAL	1 631 204,93
<u>MOUVEMENTS D'ORDRE</u>	
Dépenses d'ordre de fonctionnement	173 232,74
Recettes d'ordre de fonctionnement	6 910,21
SOUS TOTAL	-166 322,53
Résultat de l'exercice 2024 (A)	1 464 882.40
<u>RESULTATS ANTERIEURS REPORTEES</u>	
Résultat de clôture 2023 reporté (B)	630 025,32
Résultat de l'EHPAD incorporé (C)	-1 298 713,51
Résultat reporté (D = B+C)	-668 688,19
Résultat de clôture de la section de fonctionnement 2024 (A+D)	796 194,21

SECTION D'INVESTISSEMENT (en €)	
<u>MOUVEMENTS REELS</u>	
Dépenses réelles d'investissement	217 039.41
Recettes réelles d'investissement	3 853.00
SOUS TOTAL	-213 186.41

MOUVEMENTS D'ORDRE

Dépenses d'ordre d'investissement

Recettes d'ordre d'investissement

SOUS TOTAL**Résultat de l'exercice 2024 (A)****RESULTATS ANTERIEURS REPORTEES**

Résultat de clôture 2023 reporté (B)

Résultat de l'EHPAD incorporé (C)

Résultat reporté (D = B+C)

Résultat de clôture de la section d'investissement 2024

(A+D)

Résultat de clôture 2024**166 322.53****-46 863.88**

92 999,33

347 927,88

440 927,21

394 063.33

1 190 257.54

Le compte administratif et son rapport de présentation sont annexés à la présente délibération.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU l'article L1612-12 Code Général des Collectivités Territoriales,

VU l'Instruction budgétaire et comptable M57,

VU la Délibération du Conseil d'Administration en date du 27 juin 2025 qui approuve le compte de gestion 2024 du budget principal,

Après avoir pris connaissance du rapport,

CONSIDÉRANT le compte administratif de l'exercice 2024 du budget principal dressé par le Président du C.C.A.S. ou son représentant,

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de procéder au vote du compte administratif du budget principal du C.C.A.S. pour l'exercice 2024.

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES :

1. Adopte le compte administratif 2024, lequel peut se résumer par le tableau intégré à la présente délibération,
2. Constate les identités de valeurs avec les indications du compte de gestion relatives au report à nouveau, au résultat d'exploitation de l'exercice et au fonds de roulement du bilan d'entrée et du bilan de sortie, aux débits et aux crédits portés à titre budgétaire aux différents comptes,
3. Arrête les résultats définitifs tels que résumés ci-après :

SECTION DE FONCTIONNEMENT (en €)	
<u>MOUVEMENTS REELS</u>	
Dépenses réelles de fonctionnement	6 829 747,43
Recettes réelles de fonctionnement	8 460 952,36
SOUS TOTAL	1 631 204,93
<u>MOUVEMENTS D'ORDRE</u>	
Dépenses d'ordre de fonctionnement	173 232,74
Recettes d'ordre de fonctionnement	6 910,21
SOUS TOTAL	-166 322,53
Résultat de l'exercice 2024 (A)	1 464 882.40
<u>RESULTATS ANTERIEURS REPORTEES</u>	
Résultat de clôture 2023 reporté (B)	630 025,32
Résultat de l'EHPAD incorporé (C)	-1 298 713,51
Résultat reporté (D = B+C)	-668 688,19
Résultat de clôture de la section de fonctionnement 2024 (A+D)	796 194,21

SECTION D'INVESTISSEMENT (en €)	
<u>MOUVEMENTS REELS</u>	
Dépenses réelles d'investissement	217 039.41
Recettes réelles d'investissement	3 853.00
SOUS TOTAL	-213 186.41
<u>MOUVEMENTS D'ORDRE</u>	
Dépenses d'ordre d'investissement	6 910.21
Recettes d'ordre d'investissement	173 232.74
SOUS TOTAL	166 322.53
Résultat de l'exercice 2024 (A)	-46 863.88
<u>RESULTATS ANTERIEURS REPORTEES</u>	
Résultat de clôture 2023 reporté (B)	92 999,33
Résultat de l'EHPAD incorporé (C)	347 927,88
Résultat reporté (D = B+C)	440 927,21
Résultat de clôture de la section d'investissement 2024 (A+D)	394 063.33
Résultat de clôture 2024	1 190 257.54

11. Affectation définitive des résultats du budget principal du C.C.A.S.

MESDAMES, MESSIEURS,

L'instruction budgétaire et comptable M57 applicable aux communes et aux établissements communaux dotés de la personnalité juridique comme un C.C.A.S. prévoit, après approbation du compte administratif par l'assemblée délibérante, un dispositif spécifique d'affectation budgétaire du résultat excédentaire de la section de fonctionnement dégagé au titre de l'exercice clos.

L'affectation s'avère possible dès lors que le résultat de clôture de fonctionnement est excédentaire.

Le compte administratif 2024 du budget principal du C.C.A.S. qui vous a été présenté au cours de cette même séance du Conseil d'Administration, fait apparaître les résultats de clôture suivants :

		Dépenses	Recettes	Solde
Section de fonctionnement	Résultats propres à l'exercice 2024	7 002 980,17	8 467 862,57	1 464 882,40
	Résultats antérieurs reportés	668 688,19		
	Résultat à affecter			796 194,21
Section d'investissement	Résultats propres à l'exercice 2024	223 949,62	177 085,74	-46 863,88
	Résultats antérieurs reportés		440 927,21	
	Résultat à reporter			394 063,33
	Restes à réaliser au 31 décembre 2024	59 761,06		-59 761,06

Les résultats de clôture 2024 sont les suivants :

- Le résultat d'investissement est de 394 063,33 €,
- Le résultat de fonctionnement s'élève à 796 194,21 €.

Les restes à réaliser de l'exercice 2024 de la section d'investissement sont inscrits à hauteur de 59 761,06 € en dépenses.

Section de fonctionnement :

Le résultat de la section de fonctionnement fait apparaître un excédent de 1 464 882,40 € pour l'année 2024. L'incorporation du déficit antérieur, englobant celui de l'E.H.P.A.D. La Pléiade, est de 668 688,19 €, a pour effet de diminuer le résultat cumulé 2024 à 796 194,21 €.

Pour équilibrer le budget 2025, par délibération du 21 mars 2025, il a été voté la reprise par anticipation des résultats 2024 avant le vote du compte administratif.

Le résultat de 796 194,21 € a donc déjà été affecté au budget primitif 2024 au compte R002 « Résultat de fonctionnement reporté ».

Section d'investissement :

Le résultat de l'exercice 2024 est un déficit de 46 863,88 €. L'incorporation de l'excédent antérieur, englobant le résultat positif de la section d'investissement de l'E.H.P.A.D. La Pléiade, est de 440 927,21 € et a pour effet de réduire le résultat cumulé 2024 à 394 063,33 €.

Pour équilibrer le budget 2024, par délibération du 21 mars 2025, il a été voté la reprise par anticipation des résultats 2024 avant le vote du compte administratif.

Le résultat de 394 063,33 € a donc déjà été affecté au budget primitif d'exécution de la section d'investissement à reporter ».

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE R



VU les articles L.2311-5 et R.2311-11 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU l'Instruction budgétaire et comptable M57 applicable au 1^{er} janvier 2024,

VU le Budget primitif du budget principal du C.C.A.S. voté le 21 mars 2025,

Après avoir pris connaissance du rapport,

CONSIDÉRANT le compte administratif de l'exercice 2024 du budget principal dressé par le Président du C.C.A.S. ou son représentant,

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de procéder à l'affectation définitive du résultat de fonctionnement constaté au compte administratif 2024 pour le budget principal du C.C.A.S.,

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de procéder au report définitif du résultat excédentaire cumulé de la section d'investissement pour le budget principal du C.C.A.S.

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,
À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES :

1. Approuve l'affectation définitive du résultat de la section de fonctionnement constaté au compte administratif 2024 à hauteur de 796 194,21 € du budget principal du C.C.A.S. de la manière suivante :
 - La totalité, soit 796 194,21 €, est portée en recette de fonctionnement (compte R002).
2. Approuve le report du résultat excédentaire cumulé de la section d'investissement pour 394 063,33 € porté en recette d'investissement (compte R001).
 - Ce report servira en priorité à financer les restes à réaliser en investissement, soit 59 761,06 €, qui seront repris au budget 2025.



Monsieur le Président revient dans la salle.

12. Reprise en fonctionnement de l'excédent d'investissement constaté au budget des résidences autonomie

MESDAMES, MESSIEURS,

En application des dispositions des articles L.2311-6 et D.2311-14 du Code Général des Collectivités Territoriales, les communes et leurs établissements publics administratifs, au nombre desquels figurent les Centres Communaux d'Action Sociale, peuvent, sur délibération motivée de l'assemblée délibérante, reprendre leur excédent d'investissement en section de fonctionnement dans trois cas précis.

La première dérogation permet cette reprise pour le produit de la vente d'un bien issu d'un don ou d'un legs. La



deuxième dérogation concerne le produit de la vente d'un placement budgétaire.

La troisième dérogation, qui s'applique dans le cas présent au C.C.A.S. de Rouen, autorise cette reprise pour la part de l'excédent d'investissement née d'une dotation complémentaire en réserves (au compte 1068), prévue à l'article R.2311-12 alinéa 2, et constatée au compte administratif au titre de deux exercices consécutifs. Si les conditions sont vérifiées, la reprise se fera pour le montant constaté sur deux exercices de la dotation complémentaire mise en réserve. Par dotation complémentaire en réserves on entend une affectation de résultat supérieure à la couverture du besoin de financement de la section d'investissement de l'exercice n-1.

En l'occurrence, 511 822,62 € ont été mis en réserve entre les exercices 2008 et 2014 en prévision de la construction d'une nouvelle résidence autonomie et de travaux lourds sur l'une des résidences en gestion par le C.C.A.S. Ces réserves n'ont jamais été reprises car le projet de construction a été abandonné et les travaux de rénovation lourde ont été financés grâce à un emprunt à taux 0 %.

Historique des affectations au compte 1068 du budget des résidences autonomie

Article	Montant	Etape budgétaire
10682	40 000.00	Compte Administratif 2007, séance du 5 mars 2008
10682	82 175.00	Compte Administratif 2011, séance du 19 avril 2012
10682	23 548.00	Compte Administratif 2011, séance du 19 avril 2012
10682	20 322.00	Compte Administratif 2012, séance du 18 avril 2013
10682	37 211.00	Compte Administratif 2012, séance du 18 avril 2013
10682	70 909.00	Compte Administratif 2013, séance du 27 mai 2014
10682	237 657.62	Compte Administratif 2014, séance du 14 avril 2015
TOTAL	511 822.62	

Depuis l'exercice 2014, ce montant a été constaté au compte administratif, jusqu'à celui de l'exercice 2024.

Sans projet d'investissement d'envergure à court ou moyen terme, il est proposé au Conseil d'Administration d'approuver la reprise de cet excédent d'investissement en section de fonctionnement.

Il en résulte pour le budget des résidences autonomie une recette d'ordre de fonctionnement.

La prochaine étape budgétaire intégrera par conséquent les opérations suivantes :

- Recette de fonctionnement : article 7785 - chap.042.....511 822,62 €
- Dépense d'investissement : article 1068 - chap.040.....511 822,62 €

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2311-6 et D.2311-14,

VU le Compte Administratif 2024 du budget principal du C.C.A.S. de Rouen,

CONSIDÉRANT le résultat global de clôture de la section d'investissement du budget des résidences autonomie, qui atteint 823 594,88 € au 31 décembre 2024,

CONSIDÉRANT l'opportunité d'affecter cet excédent en section de fonctionnement du budget des résidences autonomie 2025 afin de concourir à son équilibre.

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,
À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES :



1. Approuve la reprise de l'excédent d'investissement constatée sur le budget de fonctionnement de l'autonomie à hauteur de 511 822,62 €, afin de concourir à l'équilibre de la section de fonctionnement du budget 2025,
2. Ouvre les crédits nécessaires pour réaliser cette opération de reprise aux chapitres suivants au budget 2025 :
 - chap. 040, article 10686 pour 511 822,62 €
 - chap. 042, article 777 pour 511 822,62 €
3. Autorise Monsieur le Président du C.C.A.S. ou son représentant à effectuer toutes formalités relatives à cette décision.

Monsieur TREDET demande si des investissements sont prévus en 2025-2026. Monsieur le Directeur Général Adjoint répond que la réflexion est en cours notamment au regard des performances thermiques dans le contexte d'un questionnaire juridique sur les baux à construction qui nous lient sur 2 résidences avec Habitat 76 pour Rose des Sables d'une part et, SEMINOR pour Saint-Filleul, d'autre part.



13. Plan d'actions « cancers, maladies chroniques et travail » - Autorisation

MESDAMES, MESSIEURS,

Les maladies chroniques et les Affections de Longue Durée (A.L.D.) représentent un enjeu majeur dans la Fonction Publique, tant sur le plan de la santé des agents que sur celui de l'organisation du travail. En France, les A.L.D. concernent près de 15 millions de personnes, dont une part importante de fonctionnaires. Ces maladies, qui nécessitent un traitement prolongé, comprennent des pathologies comme les cancers, le diabète, les maladies cardiovasculaires, ou encore les troubles psychiatriques. Selon des données de la Fonction Publique, environ 25 % des agents publics sont concernés par une A.L.D., ce qui représente un nombre important d'absences longues et récurrentes. Pour les agents malades et leurs proches, ces situations sont d'abord éprouvantes sur le plan humain. La maladie impose des traitements souvent lourds, des effets secondaires fatigants, et une incertitude difficile à vivre au quotidien. Elle impacte la vie personnelle, mais aussi professionnelle : continuer à travailler, parler de sa situation, ou envisager un retour peut devenir source d'angoisse. Ces difficultés soulignent l'importance d'un accompagnement humain, adapté et respectueux de chaque parcours.

Ces situations ont aussi un impact concret sur les services : surcharge de travail pour les collègues, baisse d'efficacité, et coûts importants - tant médicaux qu'en matière de ressources humaines. Dans ce contexte, il revient aux employeurs publics de jouer pleinement leur rôle, en mettant en place des actions de prévention, de soutien, et d'aménagements pour permettre aux agents de continuer à travailler dans de bonnes conditions, ou de reprendre leur activité dans les meilleures circonstances.

C'est dans cette optique que la Ville de Rouen, le C.C.A.S. de Rouen et la Métropole Rouen Normandie ont décidé d'agir en déployant un plan d'actions ambitieux et innovant, pour mieux accompagner les agents confrontés à la maladie, les aider à se maintenir dans l'emploi ou à y revenir, et soutenir l'ensemble de la communauté professionnelle. Ce plan s'inscrit dans la continuité des engagements portés depuis plusieurs années en faveur d'une politique de santé globale, transversale et volontariste. Conformément aux engagements présentés au Conseil Métropolitain, Conseil Municipal, Conseil d'Administration du C.C.A.S respectivement les 4, 6 et 28 février dernier, ce plan a été construit avec l'appui de partenaires institutionnels et associatifs du territoire, notamment Cancer@Work, My Cancer Network et la Ligue contre le cancer de Seine-Maritime.



Un baromètre à destination de l'ensemble des agents de la Ville, du C.C.A.S. et de la Métropole, diffusé au cours du mois de mars 2025 (16 % de répondants en moyenne), et la tenue d'un groupe de travail avec des agents volontaires le 24 mars 2025 ont permis d'alimenter les réflexions et de construire le plan d'actions en incluant les attentes des agents.

Le plan d'actions ainsi construit répond à trois objectifs principaux :

- Accompagner et soutenir les agents malades, les aidants et les collègues,
- Développer un écosystème professionnel bienveillant et solidaire pour les agents,
- Partager des connaissances et collaborer sur les pratiques de travail.

Les grandes orientations sont présentées en annexe, parmi lesquelles :

- Déploiement d'une application d'accompagnement à destination des agents, des encadrants et des Ressources Humaines (R.H.),
- Elaboration de plans individuels de soutien lors d'échanges en présence de l'agent, encadrant, médecin du travail, R.H. et partenaire spécialisé si besoin,
- Maintien renforcé du lien avec les agents en arrêt,
- Formation et sensibilisation des acteurs R.H., des encadrants et des partenaires sociaux, notamment dans le cadre des campagnes nationales d'Octobre Rose et Movember,
- Organisation d'un forum Santé au Travail en novembre 2025, avec sensibilisations aux dépistages des cancers par la Ligue contre le Cancer de Seine-Maritime,
- Groupes de travail sur le territoire rouennais, entre collectivités membres de la Métropole et au sein du réseau France Urbaine,
- Création d'un réseau encadrants d'échanges sur les pratiques professionnelles en lien avec la maladie au travail.

Ces actions représentent un budget global estimé à 23 000 € pour la Ville de Rouen, échelonné sur les années 2025 et 2026, dont une partie est financée par les conventions en cours avec le Fonds d'Insertion des Personnes Handicapées dans la Fonction Publique (F.I.P.H.F.P.). Le C.C.A.S. pourra contribuer aux actions mises en place au prorata de son effectif (emplois permanents).

Le Conseil d'Administration du C.C.A.S. est invité à autoriser Monsieur le Président du C.C.A.S. ou son représentant à approuver le plan d'actions "Cancers, maladies chroniques et travail" porté par la Ville, le C.C.A.S. de Rouen et la Métropole de Rouen Normandie et à engager les actions mentionnées dans le plan d'actions avec des partenaires extérieurs le cas échéant.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles, et notamment ses articles R-123-20 et suivants,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L.2121-29,

VU le Code de la Santé Publique, et notamment les articles L.1411-1 et suivants relatifs aux politiques de santé,

VU l'avis favorable de la Formation Spécialisée en Santé et Sécurité au Travail du 26 juin 2025,

VU le plan d'actions « Cancers, maladies chroniques et travail » présenté en annexe,

CONSIDÉRANT l'importance de la prévention et de l'accompagnement des personnes atteintes de cancer et de

maladie chronique en milieu professionnel dans une approche bienveillante et soutenante.

CONSIDÉRANT les engagements pris par le C.C.A.S. en matière de santé publique et de qualité de vie au travail, notamment lors du comité de pilotage interne Santé au travail.



CONSIDÉRANT la nécessité de formaliser un plan d'actions commun pour le bien vivre ensemble des agents malades, des collectifs de travail, des encadrants et des proches aidants,

CONSIDÉRANT les dispositifs nationaux et locaux existants et l'écosystème dynamique du territoire.

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES, approuve et autorise le plan d'actions "Cancers, maladies chroniques et travail" porté par la Ville, le C.C.A.S. de Rouen et la Métropole de Rouen Normandie détaillé en annexe.



14. Régime indemnitaire des Indemnités Horaires pour Travaux Supplémentaires (I.H.T.S.) - Annule et Remplace

MESDAMES, MESSIEURS,

Il appartient à l'assemblée délibérante de chaque collectivité territoriale de fixer le régime indemnitaire des Indemnités Horaires pour Travaux Supplémentaires (I.H.T.S.) dans la limite maximale du régime indemnitaire dont bénéficient les différents services de l'Etat.

En application du principe de parité, les agents territoriaux relevant d'un grade de la catégorie C et de la catégorie B (le décret du 19 novembre 2007 a supprimé l'indice plafond pour la catégorie B) peuvent prétendre à l'indemnisation des heures supplémentaires.

Pour rappel, les heures supplémentaires sont définies comme des heures effectivement réalisées à la demande de l'autorité territoriale au-delà des bornes horaires fixées par le cycle de travail de l'agent. Les heures supplémentaires de nuit sont celles accomplies entre 22h et 7h. Le nombre d'heures supplémentaires susceptibles d'être accomplies est limité à 25 heures par mois, toutes catégories confondues. Toutefois, des heures supplémentaires pourront être effectuées au-delà du contingent mensuel de 25 heures, sur décision de l'autorité territoriale, lorsque des circonstances exceptionnelles le justifient, pour une durée limitée. Dans ce cas, le Comité Social Territorial doit être immédiatement informé.

Lorsqu'elles n'ont pas fait l'objet d'un repos compensateur, les heures supplémentaires sont rémunérées sous la forme d'indemnités horaires pour travaux supplémentaires selon les taux en vigueur définis par décret.

Par délibération du 19 février 2021, le C.C.A.S. de Rouen a actualisé la liste des grades éligibles au paiement des I.H.T.S.

Lors d'un contrôle effectué en septembre 2024, le comptable a attiré notre attention sur l'obligation légale de lister les emplois / fonctions dont les missions impliquent la réalisation effective d'heures supplémentaires et non les grades.

Ladite liste est annexée à la présente délibération.

Le Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen est invité à autoriser Monsieur le Président du C.C.A.S. ou son représentant à régulariser la situation en transmettant au comptable la liste des fonctions dont les missions impliquent la réalisation effective d'heures supplémentaires ouvrant droit aux I.H.T.S.

Cette régularisation est sans impact budgétaire.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN



VU le Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU le Code Général de la Fonction Publique, et notamment son article L 714-4 et suivants,

VU le Décret 91-875 du 6 septembre 1991,

VU le Décret 2002-60 du 14 janvier 2002,

VU le Décret 2007-1370 du 19 novembre 2007,

VU la Délibération du 19 février 2021 du Conseil d'Administration du C.C.A.S. concernant le régime indemnitaire et les heures supplémentaires,

VU la Délibération du 2 juillet 2021 du Conseil d'Administration du C.C.A.S portant adoption du règlement du temps de travail,

VU l'Avis du Comité Social Territorial,

CONSIDÉRANT qu'il convient de régulariser la situation en transmettant au comptable une liste des fonctions dont les missions impliquent la réalisation effective d'heures supplémentaires ouvrant droit aux I.H.T.S.

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES, décide d'approuver la liste annexée à la présente délibération définissant les fonctions dont les missions impliquent la réalisation effective d'heures supplémentaires ouvrant droit aux I.H.T.S.



15. Expérimentation « Territoire Zéro Chômeur de Longue Durée sur les quartiers Grammont, Grenet-Voltaire-Lods » - Respect des obligations du R.G.P.D. - Accord de responsabilité conjointe

MESDAMES, MESSIEURS,

Les villes et Centres Communaux d'Action Sociale de Rouen et Sotteville-Lès-Rouen se sont engagés ensemble pour mener sur un territoire commun l'expérimentation « Territoire Zéro Chômeur de Longue Durée ».

Ce territoire est désormais habilité.

Dans ce contexte, l'équipe projet chargée de conduire et mettre en œuvre le projet de territoire, est amenée à traiter et partager des informations relatives aux personnes privées durablement d'emploi ayant intégré l'expérimentation avec le Fonds Expérimentation Territoriale contre le Chômage de Longue Durée (E.T.C.L.D.), ceci via l'outil web « NotreXP ».

Dans le but de respecter les obligations du R.G.P.D. et de partager les responsabilités entre les différentes parties, il convient de signer un contrat de responsabilité conjointe relatif au traitement de données à caractère

personnel. Ce contrat sera signé par le Fonds E.T.C.L.D. et les C.C.A.S. de Rouen et Sotteville-Lès-Rouen porteurs de l'équipe projet T.Z.C.L.D. de notre territoire d'expérimentation.

Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 23/10/2025
Publication : 23/10/2025

Le Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen est invité à autoriser Monsieur le Président du C.C.A.S. ou son représentant à signer le contrat de responsabilité conjointe relatif au traitement de données à caractère personnel.



Pour l'autorité compétente par délégation

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU l'article R.123-20 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU la Loi du 29 février 2016 d'expérimentation territoriale visant à résorber le chômage de longue durée,

VU la loi sur le prolongement et l'extension de l'expérimentation de Territoires Zéro Chômeur de longue durée promulguée le 14 décembre 2020,

VU la Délibération du Conseil de la Métropole Rouen Normandie en date du 5 octobre 2020,

VU la Délibération du Conseil Municipal de Rouen du 28 mars 2022,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen du 26 juin 2023,

VU la Délibération du Conseil Municipal du 21 décembre 2023,

VU la Délibération du Conseil Municipal du 6 février 2025,

VU l'article 26 du R.G.P.D.

CONSIDÉRANT la participation des C.C.A.S. de Rouen et Sotteville-Lès-Rouen à l'expérimentation T.Z.C.L.D.,

CONSIDÉRANT l'habilitation obtenue pour le territoire « Grammont – Grenet – Lods – Voltaire »,

CONSIDÉRANT l'utilisation de l'outil web « NotreXP » administré par le Fonds E.T.C.L.D. afin de traiter et partager des données relatives aux personnes privées durablement d'emploi pour répondre au besoin du pilotage du projet d'expérimentation,

CONSIDÉRANT la nécessité de respecter les obligations du R.G.P.D.

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,
À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES :

- Valide le contrat de responsabilité conjointe relatif au traitement de données à caractère personnel et ses annexes,
- Autorise Monsieur le Président du C.C.A.S. de Rouen ou son représentant à signer le contrat

Madame la Directrice du C.C.A.S. précise que depuis le 02/06/2025, Rosalie emploie 14 salariés soit 12 volontaires en CDI ainsi que la Directrice et la Directrice Ajointe.

Madame LELAIT précise que la part des hommes et des femmes est approximativement la même parmi ces 12 personnes privées durablement d'emploi. Leur moyenne d'âge est de 58 ans et un tiers s'agit d'une reconnaissance de la qualité de travailleur handicapé.



16. Emploi non permanent : Mise en place d'un contrat de projet - Territoire Zéro Chômeur de Longue Durée

MESDAMES, MESSIEURS,

La première expérimentation Territoire Zéro Chômeur a été lancée sur 10 territoires par la loi du 29 février 2016. La loi sur le prolongement et l'extension de l'expérimentation de Territoires Zéro Chômeur de longue durée (T.Z.C.L.D.) a été promulguée le 14 décembre 2020, et prévoit d'étendre ce projet à 50 nouveaux territoires.

L'objectif de l'expérimentation est de montrer qu'il est possible à l'échelle d'un territoire, de proposer à tout chômeur de longue durée volontaire, un emploi à durée indéterminée et à temps choisi, en développant et finançant des activités utiles et non concurrentes des emplois existants pour répondre aux besoins des divers acteurs du territoire : habitants, entreprises, institutions. La création d'emploi s'effectue au sein d'une Entreprise à But d'Emploi (E.B.E.) qui développe ses propres activités.

Un des principes du projet est le financement de ces emplois par la réaffectation des dépenses sociales causées par la privation de l'emploi et par le chiffre d'affaires généré par l'E.B.E. Le fonds national d'expérimentation territoriale contre le chômage de longue durée assure le versement des salaires de l'Entreprise à But d'Emploi.

La Métropole Rouen Normandie s'est pleinement engagée dans la démarche et a adhéré à l'association « Territoires Zéro Chômeur de Longue Durée » dès le mois d'octobre 2020.

Par délibération en date du 10 juin 2021, la commune de Sotteville-Lès-Rouen a elle-même adhéré à l'association « Territoires Zéro Chômeur de Longue Durée ». La continuité territoriale des quartiers Grenet-Voltaire-Lods, à Sotteville-Lès-Rouen et Grammont à Rouen et l'homogénéité sociale des habitants ont conduit à imaginer un projet commun.

Le regroupement des deux quartiers est un territoire de vie, vécu comme tel par les habitants. Il comporte un quartier « politique de la ville » sur la commune de Rouen et un territoire sottevillais, présentant tout à la fois des fragilités, et des actions de reconquête passées et à venir.

Compte tenu de la nature de ce projet conjoint entre les communes de Rouen et Sotteville-Lès-Rouen, il est essentiel de disposer d'un chef de projet qui a pour mission de piloter les actions, d'animer la démarche sur le territoire et soutenir la mobilisation locale, de déployer la stratégie définie par le Comité Local pour l'Emploi (C.L.E.) pour concrétiser le droit à l'emploi et de participer aux rencontres métropolitaines et nationales des territoires expérimentaux.

Le Code Général de la Fonction Publique (articles L-332-24 à L332-26) ainsi que le décret 2020-172 du 27 février 2020 relatif aux contrats de projet dans le Fonction Publique ouvrent aux collectivités territoriales et à ses établissements publics la possibilité de créer des emplois non permanents destinés à mener à bien un projet spécifique identifié. Ces emplois, d'une durée déterminée, sont pourvus par des agents recrutés par le biais de contrats dits de projet.

L'expérimentation T.Z.C.L.D. entre complètement dans cette logique et il est donc proposé de recourir à ce dispositif pour mener à bien ce projet. Ainsi, il est proposé de créer un emploi non permanent pour une durée initiale de trois ans sous la forme d'un contrat de projet pour pourvoir le poste de Chef de projet T.Z.C.L.D.

Cet emploi relèvera du cadre d'emplois des Attachés Territoriaux.

Il convient également de préciser que le financement de cet emploi est partagé

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE R



VU le Code Général de la Fonction Publique et notamment ses articles L313-1 et L332-23,

VU le Code Général de la Fonction Publique et notamment ses articles L-332-24 à L-332-26,

VU l'article R. 123-21 et suivants du Code de l'Action Sociale et des Familles,

CONSIDÉRANT la participation du C.C.A.S. de Rouen et du C.C.A.S. de Sotteville-Lès-Rouen à l'expérimentation Territoires Zéro Chômeur de Longue Durée (T.Z.C.L.D.),

CONSIDÉRANT que le pilotage de cette expérimentation entre dans les critères de mise en place d'un contrat de projet.

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,
À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES :

- 1.- Autorise le recrutement d'un contrat de projet d'une durée de trois ans, à temps plein, pour pourvoir le poste de Chef de projet T.Z.C.L.D. en référence au grade d'attaché territorial,
- 2.- Autorise Monsieur le Président du C.C.A.S. ou son représentant à signer tout document relatif à ce dossier,
- 3.- Dit que les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges de l'agent recruté sur ce contrat sont inscrits au budget principal du C.C.A.S., chapitre 012.

Madame VACHE-PICAT souhaite avoir des compléments d'information.

Madame la Directrice indique que le chargé de projet sera positionné rue de Germont mais avec une présence importante dans les locaux de l'équipe projet place Voltaire à Sotteville-Lès-Rouen.

À la question de Madame ALAZARD, Madame la Vice-Présidente précise qu'environ 80 personnes sont en liste d'attente pour être salariées de Rosalie. Elles sont accompagnées par les chargés d'insertion.

Madame LELAIT indique que c'est le Comité Local pour l'Emploi qui choisit les missions retenues et non l'Entreprise à But d'Emploi.



Monsieur le Président informe les membres du Conseil d'Administration qu'un accord a été signé, la veille, avec les organisations syndicales concernant une augmentation du régime indemnitaire des agents et de façon plus importante pour les catégories C.

Monsieur le Président quitte la séance à 16h02.

17. Convention de mise à disposition de locaux à l'Agence pour le Développement des Emplois de Proximité (A.D.E.P.) - Autorisation signature

MESDAMES, MESSIEURS,

Le Centre Communal d'Action Sociale (C.C.A.S.) souhaite renforcer l'accompagnement des usagers et améliorer l'accès à l'emploi de toutes les personnes confrontées à une exclusion du marché de l'emploi. Dans cette dynamique, les orientations du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi (P.L.I.E.) déployé par l'A.D.E.P.



s'inscrivent en cohérence avec le développement de l'offre de service au sein du C.C.A.S.

Afin de s'appuyer sur ce partenaire dédié, le C.C.A.S souhaite mettre à disposition de l'A.D.E.P. un bureau et des moyens matériels afin d'assurer des permanences d'information et d'accompagnement à l'emploi de proximité.

Cette convention a pour objet d'établir les conditions d'occupation de ces locaux au sein du C.C.A.S. de Rouen, 2 rue de Germont.

Ladite convention est annexée à la présente délibération.

Le Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen est invité à autoriser M. le Président du C.C.A.S. ou son représentant à signer les conventions de mise à disposition de locaux.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU le Code Général de la propriété des personnes publiques,

VU la Convention de mise à disposition de locaux à l'A.D.E.P., ci annexée,

CONSIDÉRANT que le C.C.A.S. de Rouen porte une politique en faveur de l'insertion socio-professionnelle,

CONSIDÉRANT que l'A.D.E.P., est une association à but non lucratif qui, par sa mission de déploiement du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi, concourt à la satisfaction d'un intérêt général,

CONSIDÉRANT, que l'autorisation d'occupation du domaine public est délivrée gratuitement dans le cadre de la satisfaction d'un intérêt général,

CONSIDÉRANT, que la mise en place de permanences au sein du C.C.A.S., permet à l'A.D.E.P. de renforcer son partenariat avec les services et d'être en proximité avec les habitants les plus fragiles.

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES :

- Approuve les termes de la convention de mise à disposition de locaux au profit de l'A.D.E.P., ci annexée et autorise Monsieur le Président du C.C.A.S. ou son représentant à signer la convention prenant effet à sa date de signature pour une durée de 5 ans sans tacite reconduction dans les conditions légales et réglementaires.



18. Demande de subvention pour l'accueil de jour la Chaloupe auprès de l'Agence Régionale de Santé

MESDAMES, MESSIEURS,

La Chaloupe est un accueil de jour ouvert au public du lundi au vendredi de 9 h 30 à 16 h 30.

La structure a pour objectifs :



- d'offrir un accueil individualisé à des personnes en grandes difficultés sociales ayant dormi dehors, dans un cadre d'hébergement d'urgence ou étant hébergées de manière précaire (sans titre...),
- de proposer des activités permettant de s'alimenter, se reposer, retrouver sa dignité, accéder à ses droits et tisser des liens sociaux et accéder aux soins.

La Chaloupe est également service instructeur dans le cadre du Service Intégré d'Accueil et d'Orientation Urgence (S.I.A.O.) et Mise à l'Abri pour les personnes qui fréquentent la structure.

Description :

- Offrir une prestation repas en lien avec le CHU du lundi au vendredi,
- Offrir une possibilité d'accompagnement pour des demandes de soins, pour améliorer les conditions d'hébergement, pour accéder aux droits,
- Organiser des activités diversifiées pour donner envie d'améliorer ses conditions de vie,
- Organiser des rencontres entre les bénéficiaires et des professionnels de santé (thèmes prévus : les infections sexuelles transmissibles, la prévention de la tuberculose, les dépendances...),
- Organiser des permanences hebdomadaires assurées par l'U.M.A.P.P., le C.H.S.R., Emergences, l'U.M.A.S., Inser'Santé, la Boussole.

L'Agence Régionale de Santé de Normandie a confirmé le renouvellement du financement de l'action au titre du fonds d'intervention régional exercice 2025-2027.

La contribution financière de l'Agence Régionale de Santé est fixée à 50 000 € pour chacune des années de la convention :

- 50 000 € pour l'année 2025,
- 50 000 € pour l'année 2026,
- 50 000 € pour l'année 2027.

Le dossier de demande de subvention est annexé à la présente délibération.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles, notamment les articles R.123-20 et suivants,

CONSIDÉRANT l'engagement du C.C.A.S. dans la politique de lutte contre les inégalités sociales de santé et de prévention des maladies chroniques notamment chez les publics précaires,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,
À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES :

- Autorise Monsieur le Président du C.C.A.S. ou son représentant à signer la demande de subvention avec l'Agence Régionale de Santé de Normandie pour les années 2025, 2026, 2027,
- Dit que les crédits seront inscrits au budget principal au chapitre 74 « Dotations, subventions et participations » au compte 74718 « Etat ».



19. Convention de subvention pluriannuelle 2025-2027 pour l'accueil de jour la Chaloupe auprès de l'Agence Régionale de Santé

MESDAMES, MESSIEURS,



La Chaloupe est un accueil de jour ouvert au public du lundi au vendredi de 9 h 30 à 16 h 30.

La structure a pour objectifs :

- d'offrir un accueil individualisé à des personnes en grandes difficultés sociales ayant dormi dehors, dans un cadre d'hébergement d'urgence ou étant hébergées de manière précaire (amis, squat, voiture...),
- de proposer des activités permettant de s'alimenter, se reposer, retrouver sa dignité, accéder à ses droits et tisser des liens sociaux et accéder aux soins.

La Chaloupe est également service instructeur dans le cadre du Service Intégré d'Accueil et d'Orientation Urgence (S.I.A.O.) et Mise à l'Abri pour les personnes qui fréquentent la structure.

Description :

- Offrir une prestation repas en lien avec le CHU du lundi au vendredi,
- Offrir une possibilité d'accompagnement pour des demandes de soins, pour améliorer les conditions d'hébergement, pour accéder aux droits,
- Organiser des activités diversifiées pour donner envie d'améliorer ses conditions de vie,
- Organiser des rencontres entre les bénéficiaires et des professionnels de santé (thèmes prévus : les infections sexuelles transmissibles, la prévention de la tuberculose, les dépendances...),
- Organiser des permanences hebdomadaires assurées par l'U.M.A.P.P., le C.H.S.R., Emergences, l'U.M.A.S., Inser'Santé, la Boussole.

L'Agence Régionale de Santé de Normandie propose au C.C.A.S. de Rouen une convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens d'une durée de trois ans du 01 janvier 2025 au 31 décembre 2027.

Pour l'année 2025, la contribution financière de l'Agence Régionale de Santé s'élève à 50 000 €, équivalent à 9,27 % du montant total annuel des coûts éligibles. Pour les deuxième et troisième années d'exécution de la convention, les montants prévisionnels des contributions financières de l'Agence Régionale de Santé s'élèvent à :

- 50 000 € pour l'année 2026, soit 9,10 % du montant total annuel estimé des coûts éligibles,
- 50 000 € pour l'année 2027, soit 9,84 % du montant total annuel estimé des coûts éligibles.

Ladite convention est annexée à la présente délibération.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles, notamment les articles R.123-20 et suivants,

CONSIDÉRANT l'engagement du C.C.A.S. dans la politique de lutte contre les inégalités sociales de santé et de prévention des maladies chroniques notamment chez les publics précaires,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES :

- Autorise Monsieur le Président du C.C.A.S. ou son représentant à signer la convention et par conséquent éventuels encadrant la subvention accordée avec l'Agence Régionale de Normandie pour les années 2025, 2026, 2027,
- Dit que les crédits seront inscrits au budget principal au chapitre 74 « Dotations, subventions et participations » au compte 74718 « Etat ».



Points divers :

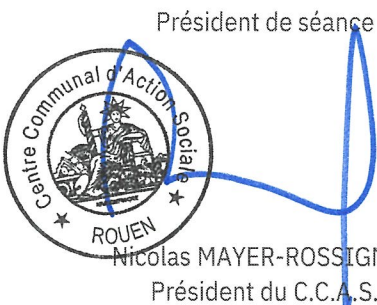
Lors de cette séance Madame la Vice-Présidente a abordé les sujets suivants :

- La vente au Centre Hospitalier du Bois Petit de l'EHPAD La Pléiade est signée,
- La réalisation de travaux de peinture à la Chaloupe,
- L'ouverture du local de Rosalie, l'Entreprise à But d'Emploi (E.B.E.) de T.Z.C.L.D. Le local est sur la zone industrielle de Sotteville-Lès-Rouen,
- L'ouverture du terrain d'aventure à Grammont en août 2025 avec l'association « Des camps sur la Comète »,
- La fête de l'été organisée par le Centre socioculturel Simone VEIL le 28 juin 2025.

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant la parole, la séance est levée à 16h20.

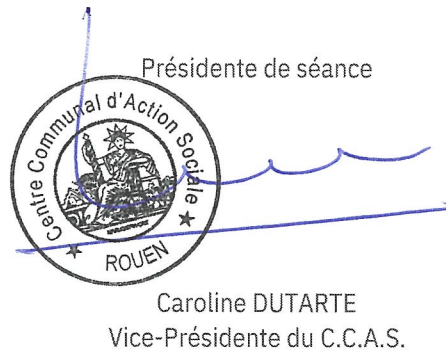
Date du prochain Conseil : 17 octobre 2025.

Président de séance



Nicolas MAYER-ROSSIGNOL
Président du C.C.A.S.

Présidente de séance



Caroline DUTARTE
Vice-Présidente du C.C.A.S.



Secrétaire de séance



Vanessa RAPITEAU
Directrice du C.C.A.S